



## Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Joël VERA

## Ressources - Budget Primitif 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet de budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2022.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section de fonctionnement : **648 134 919,00 euros**

- Section d'investissement : **699 039 326,00 euros**

Total **1 347 174 245,00 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	48 475 923,00		48 475 923,00
931	Sécurité et salubrité publiques	18 706 847,00		18 706 847,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	104 962 580,00		104 962 580,00
934	Santé et action sociale	1 218 937,00		1 218 937,00
935	Aménagement des territoires et habitat	32 790 783,00		32 790 783,00
936	Action économique	18 221 401,00		18 221 401,00
937	Environnement	128 610 123,00		128 610 123,00
938	Transports	111 679 663,00		111 679 663,00
940	Impositions directes	24 577 655,00		24 577 655,00
943	Opérations financières	19 131 000,00		19 131 000,00
946	Transferts entre les sections		99 516 637,00	99 516 637,00
953	Virement à la section d'investissement		40 243 370,00	40 243 370,00
<b>Total</b>		<b>508 374 912,00</b>	<b>139 760 007,00</b>	<b>648 134 919,00</b>

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	14 688 182,00		14 688 182,00
931	Sécurité et salubrité publiques	386 000,00		386 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	9 927 403,00		9 927 403,00
934	Santé et action sociale	25 000,00		25 000,00

935	Aménagement des territoires et habitat	6 293 765,00		6 293 765,00
936	Action économique	6 030 289,00		6 030 289,00
937	Environnement	101 172 682,00		101 172 682,00
938	Transports	104 617 122,00		104 617 122,00
940	Impositions directes	211 095 000,00		211 095 000,00
941	Autres impôts et taxes	78 129 400,00		78 129 400,00
942	Dotations et participation	55 876 276,00		55 876 276,00
943	Opérations financières	71 500,00		71 500,00
946	Transferts entre les sections		59 822 300,00	59 822 300,00
<b>Total</b>		<b>588 312 619,00</b>	<b>59 822 300,00</b>	<b>648 134 919,00</b>

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	16 289 400,00		16 289 400,00
901	Sécurité et salubrité publiques	1 334 730,00		1 334 730,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	32 953 333,00		32 953 333,00
904	Santé et action sociale	35 000,00		
905	Aménagement des territoires et habitat	90 146 766,00		90 146 766,00
906	Action économique	39 577 280,00		39 577 280,00
907	Environnement	23 711 240,00		23 711 240,00
908	Transports	220 996 857,00		220 996 857,00
921	Taxes non affectées	1 700 000,00		1 700 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	118 385 000,00		118 385 000,00
925	Opérations patrimoniales		94 087 420,00	94 087 420,00
926	Transferts entre les sections		59 822 300,00	59 822 300,00
<b>Total</b>		<b>545 129 606,00</b>	<b>153 909 720,00</b>	<b>699 039 326,00</b>

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	232 000,00		232 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	4 039 641,00		4 039 641,00
905	Aménagement des territoires et habitat	13 420 500,00		13 420 500,00
906	Action économique	2 069 148,00		2 069 148,00
907	Environnement	7 280 664,00		7 280 664,00
908	Transports	46 818 198,00		46 818 198,00
921	Taxes non affectées	5 000 000,00		5 000 000,00
922	Dotations et participations	34 806 800,00		34 806 800,00
923	Dettes et autres opérations financières	350 354 948,00		350 354 948,00
925	Opérations patrimoniales		94 087 420,00	94 087 420,00
926	Transferts entre sections		99 516 637,00	99 516 637,00
951	Virement de la section de fonctionnement		40 243 370,00	40 243 370,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	1 170 000,00		1 170 000,00
<b>Total</b>		<b>465 191 899,00</b>	<b>233 847 427,00</b>	<b>699 039 326,00</b>

Conformément à l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales , une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est présente en annexe du rapport de présentation du budget.

Par ailleurs, en matière d'amortissement, l'article D.5217-21 du CGCT prévoit que la Métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire d'une part de la dotation aux amortissements des bâtiments publics déduction faite du montant de la reprise annuelle des subventions d'équipement reçues pour le financement de ces équipements, et d'autre part de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par une dépense de la section d'investissement et une recette de la section de fonctionnement.

Ce dispositif spécifique vise à neutraliser budgétairement la charge d'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées. Ainsi, afin de garantir le libre choix de son niveau d'épargne, lors du vote du budget, l'assemblée délibérante décide d'y recourir ou pas.

En matière de provisions, l'article D.5217-22 du CGCT prévoit que la métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux provisions et dépréciations, déduction faite des reprises sur provisions et dépréciations.

Ne sont pas concernées par ces dispositions les provisions et dépréciations constituées dans les cas suivants :  
« 1° Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la métropole ;  
« 2° Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce ;  
« 3° Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le budget primitif 2022 du budget principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- De prendre acte de la présence de la présentation brève et synthétique telle que prévue à l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales en annexe du rapport de présentation du budget primitif 2022 ;
- D'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux amortissements des bâtiments publics, des subventions d'équipement versées ;
- D'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux provisions et dépréciations ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 10 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180577-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport BP2022VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.